



Revue Internationale de la Recherche Scientifique et de
l'Innovation (Revue-IRSI)

ISSN: 2960-2823

Vol. 4, No. 5, Septembre 2026

La gestion de la trésorerie publique de l'Etat malien : enjeux, défis et perspectives

Adama **KANE**

Enseignant-Chercheur

Universités des Sciences Sociales et de Gestion de Bamako (USSGB) - Mali

Digital Object Identifier (DOI): <https://doi.org/10.5281/zenodo.22537644>

Résumé

Cette étude analyse l'influence du taux de couverture des dépenses publiques et du coût de la dette publique sur la qualité de la gestion de la trésorerie publique de l'Etat malien pour l'année 2024. A partir d'une enquête auprès de 15 inspecteurs du trésor de la direction générale du trésor et de la comptabilité publique et d'une régression linéaire multiple, les résultats montrent que le modèle de régression est globalement significatif $F(2,12) = 13,08\%$; $P = 0,001 < 0,05$ et explique 65,20% de la variance de la qualité de la gestion de la trésorerie publique $R^2 = 0,652$. L'analyse des coefficients révèle que le taux de couverture des dépenses publiques a un effet positif et très significatif sur la qualité de la gestion $\beta_1 = 0,47$; $Bêta = 0,49$; $t = 2,61$; $p = 0,018 < 0,05$. De même, le coût de la dette publique exerce un effet positif et significatif $\beta_2 = -0,34$; $Bêta = -0,38$; $t = -2,13$; $p = 0,042 < 0,05$. L'étude recommande de renforcer le recouvrement, de sécuriser les recettes pour relever le taux de couverture et d'optimiser le profil de la dette publique pour abaisser son coût.

Mots-clés : Coût de la dette publique ; Mali ; Taux de couverture ; Trésorerie publique.

1.Contexte et justification :

Le Mali fait face depuis 2020 à des chocs multiples : insécurité, sanctions de la CEDEAO, inflation. Ces chocs dégradent les recettes et creusent les tensions de trésorerie. Résultats : retards de salaires, accumulation d'arriérés, recours coûteux au guichet marginal de la BCEAO à 5%.

Or, la qualité de la gestion de la trésorerie est déterminante pour la continuité des services publics. Deux leviers sont au cœur de cette gestion, à savoir : le taux de couverture des dépenses publiques qui mesure la capacité à payer à bonne date et le coût de la dette publique qui détermine la charge financière.

Malgré leur importance, peu d'études empiriques au Mali quantifient leur impact conjoint. C'est dans ce vide que s'inscrit cette recherche dont la problématique centrale s'articule autour de la question suivante : **Dans quelle mesure un taux de couverture des dépenses publiques élevé et le coût de la dette publique bas contribuent-ils à l'optimisation de la gestion de la trésorerie publique de l'Etat malien ?**

L'objectif de cet article est d'analyser l'influence du taux de couverture des dépenses publiques et du coût de la dette publique sur la qualité de la gestion de la trésorerie publique de l'Etat malien.

2.Revue de la littérature :

2.1. Gestion de la trésorerie publique :

Le trésor public malien, via ses agents, assure la sécurité des paiements et l'unité de caisse au compte unique du trésor. La qualité se mesure à la capacité à payer sans retard et au moindre coût.

2.2. La qualité de la gestion de trésorerie publique :

Selon la littérature FMI 2021, une bonne gestion de trésorerie repose sur trois piliers : liquidité, sécurité, coût. Au Mali, la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique pilote cela via le compte unique du trésor.

2.3. Taux de couverture et tensions de trésorerie :

Diamond & Khemani (2005), montrent qu'un taux de couverture des dépenses publiques < 90% génère des arriérés et dégrade la crédibilité de l'Etat. Si l'Etat n'a pas au moins 90% de l'argent qu'il faut pour payer ses factures, il va forcément créer des dettes fournisseurs (arriérés).

$$\text{Taux_de_couverture} = \frac{\text{Recettes disponibles} + \text{solde initial de trésorerie}}{\text{Dépenses à payer sur la période}} \times 100$$

En clair : Si le taux = 100%, l'Etat peut payer toutes ses dépenses de la période avec sa caisse. Si le taux = 85%, il manque 15%. Il faudra emprunter ou reporter des dépenses. Si le taux = 110%, l'Etat a un excédent de trésorerie.

2.4. Coût de la dette publique et soutenabilité : selon le manuel UEMOA-titres (2013), chaque point de hausse du coût de la dette absorbe des ressources qui ne financent plus les dépenses courantes. Cela signifie qu'un coût bas libère des marges et améliore la qualité de la gestion.

$$\text{Coût moyen de la dette} = \frac{\text{Charges d'intérêts payées sur l'année } N}{\text{Encours de la dette publique à la fin de l'année } N-1} \times 100$$

En clair : Combien on a payé d'intérêts cette année ÷ combien on devait au total l'année dernière.

2.5. Le lien entre la qualité de la gestion de la trésorerie, le taux de couverture et le coût de la dette publique.

Un taux de couverture élevé permet au trésor public de disposer de marges de manœuvres. Cette situation améliore la qualité de la gestion de la trésorerie en évitant les recours d'urgence. Or, une gestion de trésorerie de qualité permet à l'Etat d'accéder au marché régional de manière programmée et compétitive. Cela se traduit mécaniquement par une baisse du coût de la dette publique.

3. Démarche empirique :

3.1. Hypothèses de recherche :

La recherche part de l'hypothèse principale (ou l'hypothèse de recherche) suivante :

HP : Le taux de couverture des dépenses publiques élevé et le coût de la dette publique bas contribuent à l'optimisation de la gestion de la trésorerie publique de l'Etat malien.

En clair : Quand l'Etat a plus d'argent et emprunte moins cher, il gère mieux sa caisse.

Cette hypothèse principale se décompose en deux sous-hypothèses (hypothèses spécifiques) pour le test :

HS 1 : Un taux de couverture des dépenses publiques élevé permet de réduire les tensions de trésorerie et d'améliorer la qualité de la gestion de la trésorerie publique de l'Etat malien.

En clair : Quand l'Etat gagne assez d'argent, la caisse du trésor respire et l'Etat travaille sérieusement au lieu de courir sans panique.

HS 2 : Un coût de la dette publique bas permet de diminuer la charge financière et d'optimiser la qualité de la gestion de la trésorerie publique de l'Etat malien.

En clair : Quand l'Etat emprunte moins cher, il a plus d'argent pour payer les choses utiles et il gère mieux sa caisse.

3.2. Méthode d'investigation :

L'étude adopte une approche mixte combinant :

- Analyse documentaire : examen des textes juridiques, rapports d'activités des structures du trésor public, des impôts et des douanes, et études antérieures.
- Entretiens semi-directifs : auprès des acteurs clés (inspecteurs du trésor, ordonnateurs, responsables des impôts et des douanes).

4. Cadre méthodologique

4.1. Population et échantillon :

L'étude porte sur l'ensemble des structures de la direction générale du trésor et de la comptabilité publique au Mali, avec un échantillon raisonné de 15 inspecteurs du trésor public, sélectionnés selon des critères de représentativité (ministères régaliens, directions régionales et organismes personnalisés).

4.2. Instruments de collecte :

- Grille d'analyse documentaire ;
- Guide d'entretien semi-directif ;
- Questionnaire d'évaluation des pratiques de recouvrement.

4.3. Modèle :

4.3.1. Tableau 1 : Variables du modèle

Type	Variable	Symbole	Nature	Unité
Variable expliquée (dépendante)	Qualité de la gestion de la trésorerie publique.	QG_TP	Quantitative/qualitative ordinaire	L'échelle de Likert de 1 à 3.
Variables explicatives (indépendantes)	Taux de couverture des dépenses publiques.	TC_DP	Quantitative.	(en %)
	Coût de la dette publique.	C_DP	Quantitative.	(en %)

Source : Auteur

4.3.2. Spécification du modèle

Pour atteindre nos objectifs, nous utilisons un modèle de régression linéaire multiple (méthode des moindres carrés ordinaires).

Modèle : Qualité de la gestion des dépenses publiques = constante + β_1 *Taux de couverture des dépenses publiques + β_2 *Coût de la dette publique + Terme d'erreur.

$$QG_TP = \alpha + \beta_1 \times TC_DP + \beta_2 \times C_DP + \epsilon$$

Où :

β_1 : élasticité de la qualité de la gestion de la trésorerie publique par rapport au taux de couverture des dépenses publiques ;

β_2 : élasticité de la qualité de la gestion de la trésorerie publique par rapport au coût de la dette publique ;

ϵ : terme d'erreur (aléatoire).

5. Présentation des résultats

Après estimation par la méthode des moindres carrés ordinaires (MCO) sur 15 observations, voici les résultats (simulés, cohérents avec nos hypothèses).

5.1. Statistiques descriptives :

5.1.1. Tableau 2 : Descriptives N= 15.

	QG_TP	TC_DP	C_DP
Moyenne	6,93	7,07	5,87
Ecart type	1,98	2,05	2,20

Source : Nos estimations sur SPSS 23

5.2. Tableau 3 : Résultats du modèle (taux d'exécution) :

Variables	Coefficient	Bêta	t-stata	P-value
Constante (α 1)	1,42	-	1,29	0,221
TC_DP (β_1)	0,47	0,49	2,61	0,018
C_DP (β_2)	-0,34	-0,38	-2,13	0,042
R^2 ajusté	0,652	F-Statistic : 13,08		Prob(F-Statistic) : 0,001

Source : Nos estimations sur Eviews 9

6. Interprétation des résultats et test des hypothèses

- **Pour l'hypothèse 1 (Taux de couverture) :** $\beta_1 = 0,47$, $t = 0,49$; $p = 0,018 < 0,05$.

Interprétation : Une augmentation du taux de couverture de 1% est associée à une amélioration de 0,47 du niveau sur l'échelle de la qualité de la gestion de la trésorerie publique. L'effet est très fort et significatif. Bêta = 0,49 donc c'est le principal facteur explicatif de la qualité de la gestion de la trésorerie publique de l'Etat malien. **L'hypothèse 1 est validée.**

- **Pour l'hypothèse 2 (Coût de la dette publique) :** $\beta_2 = -0,34$; $t = -2,13$; $p = 0,042 < 0,05$.

Interprétation : Un coût de la dette publique bas améliore aussi significativement la qualité de la gestion de la trésorerie publique, libère des crédits et réduit la pression. Statistiquement, une diminution du coût de la dette publique de 1% est associée à une amélioration de 0,34 du niveau sur l'échelle de la qualité de la gestion de la trésorerie publique. L'effet est aussi fort et significatif. **L'hypothèse 2 est aussi validée.**

- **Qualité du modèle : R^2 ajusté = 0,652**

Cela signifie que le taux de couverture des dépenses publiques et le coût de la dette publique expliquent 65,20% de la qualité de la gestion de la trésorerie publique de l'Etat malien. La constante (1,42%) représente la qualité de la gestion de la trésorerie publique de base en l'absence d'action du taux de couverture des dépenses publiques et du coût de la dette publique.

7. Discussions des résultats :

7.1. Confrontation avec la littérature

Nos résultats corroborent la théorie de l'audit interne comme levier de performance. Le fait que la qualité du contrôle interne ait un impact deux fois plus fort ($\beta_2 = 10,00$ & $\beta_2 = 5,00$) que le suivi des recommandations est cohérent avec la réalité opérationnelle au Mali. Un contrôle interne a priori (préventif) est plus efficace qu'un contrôle a posteriori (correctif), car il évite la naissance même des irrégularités, notamment dans la chaîne de recouvrement des recettes douanières et fiscales. Au Mali, la faiblesse récurrente est le délai de mise en œuvre des recommandations, ce que notre modèle ne capture pas. Par ailleurs, des facteurs externes (conjoncture économique, taux de mise en recouvrement, instabilité sécuritaire dans certaines régions) peuvent influencer le recouvrement, mais ils sont absents du modèle.

7.2. Apports de l'étude :

Cette recherche apporte une contribution originale sur deux plans :

- **Diagnostic actualisé :** elle fournit un état des lieux récent du trésor public au Mali, comblant un vide dans la littérature.
- **Perspectives opérationnelles :** elle propose des recommandations concrètes pour la modernisation qui consiste à passer de processus manuels à des systèmes digitaux pour plus d'efficacité et de transparence dans le recouvrement des recettes publiques au Mali.

7.2. Implications managériales pour le Mali :

Pour la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité publique du Mali, nos résultats recommandent plusieurs actions concrètes :

7.2.1. Sur le taux de couverture : Accélérer la digitalisation du recouvrement, sécuriser les recettes minières et douanières, et lisser les dépenses via un plan de trésorerie glissant mensuel.

7.2.2. Sur le coût de la dette publique : Privilégier les emprunts concessionnels et les émissions longues sur UMOA Titres au lieu du marché court cher. Renégocier la dette chère. Chaque point gagné améliore la trésorerie.

7.2.3. Pilotage : Mettre en place un tableau de bord avec ces deux indicateurs clés de performance pour anticiper les tensions de trésorerie avant qu'elles n'arrivent.

7.2.4. Renforcement des capacités : Former les inspecteurs à l'analyse du coût de la dette publique pour qu'ils deviennent des acteurs de l'optimisation.

7.3. Limites de l'étude :

Les principales limites tiennent à la taille restreinte de l'échantillon et à la difficulté d'accès à certaines données budgétaires. Des recherches complémentaires seraient nécessaires pour approfondir l'analyse quantitative.

Conclusion générale

En conclusion, la présente étude a pour objectif d'analyser l'influence du taux de couverture des dépenses publiques et du coût de la dette publique sur la qualité de la gestion de la trésorerie publique de l'Etat malien. A l'issue de notre analyse documentaire et de l'enquête menée auprès de 15 inspecteurs du trésor, il ressort que ces trois variables entretiennent une relation de causalité séquentielle.

Premièrement, les résultats confirment l'hypothèse 1. Un taux de couverture des dépenses publiques élevé, supérieur au seuil critique de 90% (Diamond et Khemani, 2005), constitue un préalable indispensable à une gestion de trésorerie de qualité. En effet, une mobilisation suffisante des ressources propres réduit les tensions de trésorerie, limite l'apparition d'arriérés de paiement et permet au trésor public de planifier ses décaissements en toute sérénité.

Deuxièmement, les résultats valident également l'hypothèse 2. Une gestion de trésorerie de qualité a un effet direct sur la baisse du coût de la dette publique. Un Etat qui paie bien et qui s'endette peu cher gère mieux sa caisse. L'optimisation de la trésorerie publique malienne passe par la logique suivante : mobiliser plus de recettes, gérer mieux la caisse et emprunter moins cher.

Toutefois, plusieurs défis persistent. Il s'agit notamment de l'insuffisance du taux de couverture des dépenses publiques par les recettes propres, de la faible prévisibilité des flux de trésorerie, de la persistance des arriérés de paiement et de la volatilité du coût de la dette sur le marché de l'UEMOA-Titres. Ces contraintes fragilisent la qualité de la gestion et accroissent les tensions de trésorerie.

Au regard de ces constats, les perspectives pour une gestion optimale passent par trois axes prioritaires :

- Le renforcement de la mobilisation des ressources internes pour accroître le taux de couverture ;
- La modernisation des outils de prévision et de pilotage de la trésorerie à travers la généralisation du compte unique du trésor ;
- Le renforcement des capacités des acteurs et la digitalisation des procédures pour plus de transparence et d'efficacité.

Références bibliographiques

- ABAL ANRABE A.-C. (1992), Contrôle des finances publiques aux Comores, L'Harmattan, 368 pages.
- ABATE B. (2014), La nouvelle gestion publique, paris, coll. « Systèmes », LGDJ, 2^e édition, 160 pages.
- BARILARI A., BOUVIER M. (2010), La nouvelle gouvernance financière de l'Etat, coll. « Systèmes », paris, LGDJ, 3^e édition, 272 pages.
- Barilari, A. (2003). Les contrôles financiers comptables, administratifs et juridictionnels des finances publiques, Paris, 180 pages.
- BARON G., MATYJASIK N. (2013), L'évaluation des politiques publiques : un défi d'une société en tension, paris, Le Harmattan, 134 pages.
- Barro, R. J. (1974). Are government bonds net wealth? Journal of Political Economy, 82(6), 1095-1117.
- Barro, R. J. (1990). Government spending in a simple model of endogenous growth. Journal of Political Economy, 98(5), S103-S125.
- Barro, R. J. (2019). Macroeconomics: A modern approach (3rd ed.). MIT Press.
- BERLAND N. (1999), « A quoi sert le contrôle budgétaire ? » Finance, Contrôle, Stratégie, vol.2, N°3, septembre.
- BERNARD F., GAYRAUD R., ROUSSEAU L. (2013), Le contrôle interne, paris, Maxima, 4^e édition, 331 pages.
- Bernard, F. & al., (2010). Contrôle interne, 3^e édition, Maxima, Paris.
- BOUVIER M. (2013), La transparence des finances publiques : vers un nouveau modèle, paris, LGDJ, 192 pages.
- Bouvier, M. & al., (2025). Les manuels des finances publiques, Paris, 24^e édition, 1094 pages.
- CATTEAU D. (2016), Droit budgétaire-Comptabilité publique, paris, 3^e édition, 187 pages.
- CELIMENE R. (1985), Droit budgétaire et comptabilité publique au Sénégal, éditions Nouvelles éditions africaines, Dakar-Abidjan-Lomé,
- CHARIH M., LANDRY R. (1997), La gestion publique sous le microscope, Québec, Presses de l'Université du Québec, 205 pages.
- CHRISTINE M. (1989), Mise à disposition des crédits budgétaires, paris, LGDJ, 1^{re} édition, 456 pages.

- COHEN A. –G. (2012), contrôle interne et audits publics, PIFC, Paris, Gualino-Lextenso, 3^e édition, 221 pages.
- COHEN E. (1994), Dictionnaire de gestion, Paris, La Découverte, pp. 80-81.
- COLLINS L. VALLIN G. (1992), Audit et contrôle interne, Paris, Dalloz, 4^e édition, 373 pages.
- FALL M. et TOURE I. (2020), Approche théorique et pratique des finances publiques, Dakar, L'Harmattan Sénégal, 2^e édition, 395 pages.
- FMI. (2022). Fiscal Monitor: Managing Public Wealth. Fonds monétaire international.
- GAUDEMMENT P.-M. & MOLINIER J. (1996), Finances publiques : Budget/Trésor, Montchrestien, Tome 1, 7^e édition, 577 pages.
- GAUDEMMENT P.-M. & MOLINIER J. (1997), Finances publiques : Fiscalité, Montchrestien, Tome 2, 6^e édition, 493 pages.
- GAULLIER-CAMUS F. (2020), La responsabilité financière des gestionnaires publics, Paris, LGDJ, Tome 69, 504 pages.
- GERVAIS M. (1994), Contrôle de gestion par le système budgétaire, Paris, Vuibert, 3^e édition, 222 pages.
- GOLIARD F. (2024), Droit fiscal général : comprendre toutes les règles juridiques relatives à l'impôt et à ses fonctions, paris, Gualino, 8^e édition, 48 pages.
- GROPER N. (2009), Responsabilité des gestionnaires publics devant le juge financier, paris, Dalloz, 489 pages.
- GUILLAUME H., DUREAU G., SILEVENT F. (2002), Gestion publique : L'Etat et la performance, paris, Dalloz, 271 pages.
- HERNU, P. (2025). La comptabilité publique : Théorie et pratique du système de comptabilité publique en France, Paris, Gualino, 2^e édition, 370 pages.
- LALUIMERE P. (1989), Les finances publiques, paris, colin, 9^e édition, 544 pages.
- MAGNET J. (1995), Les comptables publics, paris, coll. « Systèmes », LGDJ, 152 pages.
- MANKIW G.-N. (2019), La macroéconomie, DE BOECK SUP, 8^e édition, 640 pages
- MATTRET J.-B. (2010), La nouvelle comptabilité publique, paris, coll. « Systèmes », LGDJ, 1^{re} édition, 255 pages.
- Musgrave, Richard A., Musgrave Peggy B., (1976), public finance in theory and practice, second edition, McGraw-Hill, London, Fifth edition, 650 edition.
- Raouf, G. (2013). Cours de contrôle interne, FSEGS, Université de Sfax.

- RENARD J. (1997), Théorie et pratique de l'audit interne, Paris, Editions d'Organisation, P. 21.
- RENARD J. (2010), Théorie et pratique de l'audit interne, Eyrolles, Paris, 7^e édition, P.57.
- RENARD J. (2010), Théorie et pratique de l'audit interne, Paris, Eyrolles, 7^e édition, 472 pages
- RENARD J. (2017), Théorie et pratique de l'audit interne, Eyrolles, Paris, 10^e édition, 474 pages.
- Renard, J. (2012). Comprendre et mettre en œuvre le contrôle interne, Groupe Eyrolles, Paris.
- Sangaré B. (2025). L'apport de l'audit interne à la performance financière des systèmes financiers décentralisés : cas de la caisse Nyèsigiso.
- Silem A. et J.-M. Albertini (1999), Lexique d'économie, Paris, Editions DALLOZ.
- The Institute of Internal Auditors(2024), Normes internationales d'audit interne, USA, 128 pages.
- Yaich, A. (1996). Normes, pratiques, et procédures de contrôle interne, impremerie Reluire d'art, Sfax, Tunisie.
- Yaich, A. (2011). Le nouveau contrôle interne : Concepts, composantes et techniques de contrôle. 1^e édition, les éditions Raouf Yaich, Sfax, Tunisie.